Initiatives ministérielles

Nous allons poursuivre cette affaire, car c'est l'exemple d'un fonctionnaire du ministère qui allègue clairement certains faits. Je lui ai indiqué que ses préoccupations étaient graves, et que nous allions suivre ces dispositions, étant donné qu'à mon avis il s'agit de certaines des questions sur lesquelles nous devons nous pencher lorsque nous débattons le projet de loi C-74.

Troisième point: il est mentionné dans le communiqué du ministre que le gouvernement présente cette loi comme faisant partie de sa solution à la crise des pêches de l'Atlantique. Il est également mentionné que le ministère des Pêches et Océans allait augmenter ses moyens de surveillance et de police. Le ministère augmentera sa capacité de patrouille en affrétant des navires hauturiers et côtiers supplémentaires.

• (1640)

Il y a deux questions importantes. La première, c'est que l'on n'a jamais indiqué combien d'argent serait affecté à une telle opération. La deuxième est celle de la privatisation et des inquiétudes qu'elle suscite.

Ce n'est pas récemment que le ministère des Pêches et des Océans a découvert qu'il n'était pas en mesure d'assurer la surveillance qui lui a été confiée par la Loi sur les pêches. Un autre exemple, c'est qu'on peut établir toutes sortes de règles, mais si le personnel est insuffisant, ou si on le réduit, on ne peut tout simplement pas appliquer les règles du Parlement ainsi que de très importantes règles de conservation des stocks et de protection de l'habitat que ce projet de loi visera à faire adopter et que nous examinerons en comité.

Il y a également le paragraphe 12(1), lequel, s'il est adopté, permettra au gouvernement fédéral d'instituer un programme complet de surveillance. Ainsi, à un moment donné, tous les bateaux de pêche seront munis d'un transpondeur permettant au ministère de surveiller chacun de leurs déplacements. Le 19 mars, des fonctionnaires du ministère disaient qu'on prévoyait lancer un projet pilote dans lequel jusqu'à 10 navires hauturiers seraient munis de cet appareil. Toutefois, selon le directeur des Opérations de pêche dans l'Atlantique, avant de pouvoir appliquer plus largement ce programme, il faudrait consulter longuement l'industrie. Or, avec l'adoption du

projet de loi C-74, ce qui est un projet pilote deviendra une exigence législative permanente qu'il faudra peut-être appliquer sans consultation.

Je serais curieux d'entendre le gouvernement parler des progrès qui ont été réalisés ou non dans ce secteur en particulier et de savoir si nous allons consacrer dans la loi ce qui était auparavant uniquement applicable à un projet pilote.

Un autre point qui nous préoccupe au sujet de la Loi sur les pêches, c'est le paragraphe 35(1) qui dit:

Il est interdit d'exploiter des ouvrages ou entreprises entraînant la détérioration, la destruction ou la perturbation de l'habitat du poisson.

Dans la documentation fournie par le ministre, les exemples cités étaient relatifs aux habitats touchés par la construction de routes ou de ponts. On ne parlait pas, par exemple, des méthodes utilisées pour pêcher en haute mer pendant la période de frai.

C'est une mesure législative particulièrement importante, du moins une partie est importante, et je pense que si nous travaillons à l'améliorer et si le gouvernement fait preuve de bonne volonté, la Loi sur les pêches pourrait et devrait devenir un instrument important de protection de la qualité de nos eaux et de nos ressources halieutiques, sur la côte ouest, sur la côte est et, en fait, partout où le ministère des Pêches et Océans a compétence. Dans ma circonscription, la partie amont du Fraser, se trouvent trois papeteries. Vu l'inquiétude au sujet de la pollution du Fraser, il faut faire quelque chose.

En gros, notre parti est d'accord avec le projet de loi C-74, mais nous estimons qu'il a besoin d'être amélioré. Nous pensons que le comité devrait voyager pour entendre les opinions des intéressés. Je pense en particulier à la question de la protection des habitats. J'estime également que cela nous donnerait l'occasion de parcourir les provinces atlantiques et d'entendre ainsi le secteur des pêches dans cette partie du pays. Nous attendons ce débat en comité.

Étant donné certains aspects du débat d'aujourd'hui ainsi que les préoccupations et l'attitude du gouvernement, je propose:

Que la Chambre s'ajourne maintenant.